

Chambre par un message du Gouverneur général au cours de la session... »

Et voici les termes essentiels: «... pendant laquelle ce crédit, cette résolution, cette adresse ou ce projet de loi est proposé.»

En d'autres termes, il est stipulé que la recommandation dont était saisie la Chambre en 1964 n'avait de vigueur et de sens pour cette session-là. Il ne serait pas acceptable, quant à la procédure, de soutenir que cette même recommandation pourrait être valable dix ans plus tard pour une proposition qui aurait pour effet de créer une nouvelle charge, et à mon avis une charge directe et importante, pour le trésor public.

Il est stipulé que même le gouvernement serait tenu de produire une autre recommandation pour appuyer un bill du genre de celui que propose l'honorable député.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les cinq questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 35—*M. Mather*

Le ministère des Approvisionnements et Services achetant chaque année pour plus d'un milliard de dollars de biens et services, à combien s'élèvent les commandes placées en Colombie-Britannique?—(Document parlementaire n° 292-2/35).

N° 271—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère des Communications a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis?—(Document parlementaire n° 292-2/271).

N° 277—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis?—(Document parlementaire n° 292-2/277).

N° 312—*Mr. Broadbent*

1. Quels sont les organismes ou sociétés qui ont reçu des subventions en vertu de chacun des programmes suivants au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour,

a) Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région atlantique, b) subventions à la recherche en matière de transport (CCT), c) Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes, d) Loi nationale sur les transports, e) subventions de fonctionnement aux transporteurs aériens régionaux, f) caisse des passages à niveau, g) subsides aux services de cabotage par navires à vapeur?

2. Dans chaque cas, quelles étaient les sommes en cause?

3. Quels étaient les objectifs des programmes susmentionnés?

4. Le ministère des Transports ou la Commission canadienne des transports ont-ils effectué une étude d'appréciation des programmes susmentionnés et, dans l'affirmative, à quand remonte le dernier rapport?—(Document parlementaire n° 292-2/312).

N° 318—*M. Grier*

Quelle est la valeur totale des contrats civils et de défense accordés par le ministère des Approvisionnements et Services, aux termes des contrats régis par ce ministère et de ceux qui lui ont été délégués par d'autres ministères ou organismes du gouvernement au cours des années financières 1968-1969 jusqu'à 1973-1974 à ce jour, aux sociétés suivantes: *Ayer & Sons Ltd.*; *Avis Transport of Canada Ltd.*; *ABCO Ltd.*; *Bata Ltd.*; *British Columbia Telephone Ltd.*; *Bell-Northern Research Ltd.*; *British Columbia Packers Ltd.*; *Bombardier Ltée*; *Canron Ltd.*; *CAE Industries Ltd.*; La Compagnie des Ciments du Saint-Laurent; *Consumers Glass Ltd.*; *Crag & Ostiguy Inc.*; *Canada Steamship Lines Ltd.*; *Casgrain & Co. Ltée*; *Cleyn & Tinker Ltd.*; *Delta Electric Ltd.*; *Douglas Aircraft Company of Canada Ltd.*; *Dome Petroleum Ltd.*; *FPE-Pioneer Electric Ltd.*; *GSW Ltd.*; *Geosearch Consultants Ltd.*; *Hoffman-La Roche Ltée*; *Les Industries Aird Ltée*; *ITL Industries Ltd.*; *Interprovincial Steel & Pipe Corp Ltd.*; *Kenting Ltd.*; *Maislin Transport Ltd.*; *Mannix Co. Ltd.*; *Noranda Mines Ltd.*; *P.S. Ross & Partners*; *Pacific Truck and Trailer Ltd.*; *Spiroll Corp. Ltd.*; *Standard Brands Ltd.*; *Trimac Ltd.*; *Western Construction & Engineering Research Ltd.*; *Wright Engineers Ltd.*? (Document parlementaire n° 292-2/318).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Sur motion de M. MacEachen, appuyé par M. Munro (Hamilton-Est), il est ordonné,—Que les comptes publics pour les années financières terminées le 31 mars 1972 et le 31 mars 1973, rapports de l'Auditeur général y afférents et témoignages recueillis par le Comité au cours des